



**AMÉRIQUE
DU SUD**



D 2248 • AmS7
1-15 octobre 1998

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Lutte pour la terre
Frontière
Culture autochtone
Discrimination
Résistance
Multinationale

À la frontière du Venezuela et de la Colombie

TÉMOIGNAGE DE DEUX INDIGÈNES SUR LA VIE DE LEURS PEUPLES

C'est à la frontière du Venezuela et de la Colombie que se trouvent les Wayúu et les Barí, peuples vivant au plus près d'une terre qui suscite les convoitises d'une société dont ils se sentent incompris et méprisés. Nous présentons ici deux témoignages directs au cours desquels un représentant de chacun de ces peuples nous fait part de sa façon de vivre, de ses valeurs, des menaces qu'il perçoit et des revendications qu'il formule. Il s'agit avant tout de voix à écouter. Ce document a été publié par Antonio Perez-Esclarín, directeur du Centre de formation Padre Joaquín de Fe Alegría à Maracaiba, dans la revue SIC, novembre 1997 (Caracas, Venezuela).

La Guajira est une unité géophysique et culturelle coupée en deux arbitrairement par l'artifice d'une ligne de partage qui, historiquement, a montré une extraordinaire souplesse et qui sépare en deux un peuple qui se considère avant tout et légitimement wayúu.

C'est de là-bas que nous parvient, chargée de passion, de douleur et d'une pointe de scepticisme et de fatigue, la voix d'Ángel Arévalo, maître Ángel, comme il aime s'appeler et se faire appeler :

"Je suis né à La Guajira et j'y ai toujours vécu. C'est ce que vous appelez la zone frontalière ; j'ai appris à l'aimer parce qu'elle était ma terre, celle des miens et de mes ancêtres. Nous les Wayúu, nous sommes d'extraordinaires marcheurs, et quand nous nous déplaçons à travers ce labyrinthe de sentiers et de chemins poussiéreux, nous savons généralement si nous

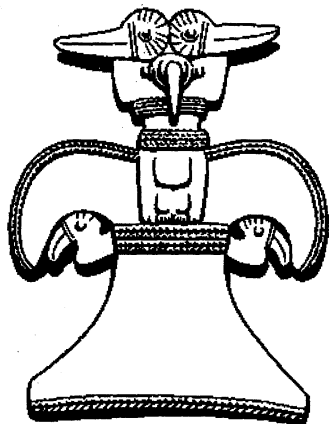
sommes en Colombie ou au Venezuela. Nous nous trouvons dans La Guajira, notre terre. La frontière est totalement artificielle, c'est une simple pierre abandonnée et perdue, un drapeau avec les mêmes couleurs, agité et lacéré par le vent.

Les problèmes de La Guajira sont nombreux, moins nombreux cependant que les promesses qui nous ont été faites. Si les mots remplissaient l'espace, il n'y aurait plus de place pour autre chose dans La Guajira. Dès qu'arrive le temps des campagnes électorales, commence l'agitation. On nous convoque, on nous fait des propositions, on nous assure que "c'est maintenant qu'on va enfin faire justice à cette terre indomptable". Nous, nous applaudissons et, malgré l'expérience de tant de mensonges, nous nous accrochons à l'espoir. Mais le temps passe, et tout continue comme avant

ou pire. Si un gouvernement a commencé la réalisation de quelque chose, le suivant l'abandonne. On dirait que tout effort consiste à effacer ce qui a été commencé.

Nous les Guajiros, sommes vraiment abandonnés de tous. Les autorités nous méprisent souvent, elles nous manquent de respect, elles nous maltraitent. Nous vivons comme des étrangers sur nos propres terres. Avant, l'armée faisait partie de la communauté, nous la sentions proche. Maintenant, elle s'enferme dans ses casernes, elle ne sort que pour faire des contrôles, elle vit isolée, loin de la communauté, comme si elle occupait un pays ennemi. Sa présence se limite à organiser quelques actions civiques pour que la presse puisse en parler. Ils extraient quelques dents ou ils distribuent quelques sacs de nourriture devant les photographes, pendant que

les nôtres que la marche à pied n'a jamais effrayés, parcourent des kilomètres et des kilomètres pour recevoir cette aumône qui ne résout rien.



Dans les postes de contrôle, on nous manque de respect, on nous outrage. Nos femmes sont fouillées et humiliées. Payer ou laisser une partie de la marchandise pour passer sans problème devient aussi une habitude. Dans le meilleur des cas, alors que tu transportes toutes tes marchandises légalement, ils te disent de leur laisser "quelque chose pour acheter à boire", quelque chose qui ne peut être inférieur à 500 bolívares. Tout cela a été dénoncé un nombre de fois incalculable, et les autorités le savent parfaitement, mais personne n'ose aborder le problème.

Nous vivons seuls, sans nous plaindre et sans personne pour nous défendre. Le tribunal se trouve à Maracaibo, très loin de La Guajira, et si on y arrive avec un bleu sur le visage, preuve du coup reçu, il se trouve que le juge est absent, ou on te dit de revenir un autre jour, ainsi, à force d'allées et venues, en plus de tous les frais qu'entraînent les voyages, le bleu qui était la preuve du coup disparaît. Même les organisations indigénistes qui devraient pourtant nous défendre, sont politisées et sont des instances bureaucratiques qui se reproduisent elles-mêmes, en cherchant leur bénéfice personnel et celui des partis politiques. Combien de prétendus leaders indigènes se sont enrichis sur notre dos au mépris de nos problèmes !

Quant aux services, ils sont tous désastreux. Par exemple on parle

beaucoup de l'importance de l'éducation, mais les écoles de La Guajira sont toutes à l'abandon, sans la moindre dotation, sans un livre, sans bancs, sans drapeau, avec des maîtres que personne n'aide, ne forme ou n'encourage.

Présenter la longue litanie de nos problèmes serait interminable ; nous ne voulons ni aumône, ni commisération. Mais, profitant de l'occasion que nous offre la revue SIC, nous voulons exprimer quelques revendications :

- Nous demandons avant tout et par-dessus tout le respect. Qu'on nous traite comme des égaux, comme des citoyens. Qu'on ne nous offense pas, qu'on ne nous humilie pas, qu'on ne nous considère pas non plus comme des êtres inférieurs, des sauvages à peine mieux que des bêtes, des délinquants. Tous les responsables et les fonctionnaires envoyés à La Guajira devraient recevoir une formation en matière de droits de l'homme et de respect des diversités ethniques et culturelles.

- Nous demandons que les promesses soient respectées, même si on doit nous promettre moins. Que les travaux annoncés soient réalisés et qu'il y ait une continuité dans les politiques quels que soient les changements de gouvernement.

- Nous demandons une politique de prévention pour faire face aux très graves problèmes de santé et la présence permanente à La Guajira de quelques médecins et infirmières qui puissent traiter les urgences. Nous demandons aussi que les dispensaires soient correctement dotés, et aussi un contact humain dans les hôpitaux.

- Nous demandons un véritable effort pour améliorer l'éducation, la dotation des écoles, la formation des maîtres, l'entretien et le suivi.

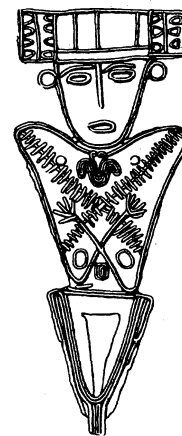
PROTESTATION BARÍ

"Vous êtes des Barí, vous sourirez toujours", ainsi parla Sabaseba quand il façonna les premiers couples barí - homme et femme - avec la pulpe de l'ananas. Puis il leur apprit à vivre en communauté, à être accueillants, à rejeter la médisance, l'égoïsme, la faiblesse et le mensonge. Les parents doivent être très affectueux et très

doux avec leurs enfants et doivent toujours faire en sorte de les rendre heureux.

Les Barí ont toujours essayé fidèlement d'appliquer les préceptes de Sabaseba. En 1772, déjà, l'un d'entre eux, Sebastian Guillén, trésorier intérimaire de Maracaibo et pacificateur de la nation barí parlait d'eux en ces termes :

"Un de leurs inviolables attributs est le culte de la vérité : ils abominent avec répugnance le mensonge. Ils condamnent le vol comme un délit capital et proposent sans arrière-pensée au nécessaire ce qu'il demande. Ils maintiennent entre eux une sociabilité basée sur la réciprocité. Ils travaillent et cultivent leurs terres en communauté, chacun y puisant ce dont il a besoin pour l'entretien quotidien de sa famille. Ils essaient toujours d'être occupés au travail de la terre. Ils ne vivent pas sous la coupe de supérieurs qui les domineraient et ils observent une union fraternelle à laquelle ils se conforment en tout. Ils ne boivent que de l'eau et ne prennent jamais de boissons enivrantes."



Ce peuple extraordinaire a été victime de ce qui fut sans doute le plus grand génocide de l'histoire récente du Venezuela et qui a failli l'exterminer. Il faut rappeler que, le 13 novembre 1926, un journal des compagnies pétrolières édité à Maracaibo, *The tropical sun*, publiait dans un éditorial qu'il "serait bon de supprimer les Indiens Motilones, en les attaquant avec des gaz asphyxiants et des grenades explosives". N'oublions pas non plus que, dans la région de Machiques,

on en vint à donner un prix pour chaque paire d'oreilles de Motilón et que, pour faire avancer la politique d'extermination on eut recours à des méthodes totalement sauvages (clôtures électriques, sel mêlé de cyanure, incendies de maisons...) et que, comme le souligne le Père capucin Félix María de Vegamián, "depuis 1937, 3 000 kilomètres carrés de terres ont été enlevés aux Barí, de quoi fonder 600 propriétés de 500 hectares".

De Bogshi (Alto Rio de Oro, à la frontière de la Colombie), un groupe de Barí est venu à la rencontre organisée par SIC. Ils nous ont remis par écrit le document suivant. Il a été lu avec émotion et avec les difficultés qu'on rencontre en s'exprimant dans une langue étrangère, par le représentant de la communauté, Cesar Akorai :

"1. Légalisation du territoire barí

Nous réclamons une fois de plus, comme le firent nos ancêtres, le titre de propriété collective sur le territoire barí, dans la Sierra de Perijá.



2. Rétablissement des garanties constitutionnelles

Dans les zones frontalières plusieurs garanties constitutionnelles ont été suspendues (art. 60 : liberté et sécurité personnelle ; art. 62 : inviolabilité du domicile ; art. 64 : droit de circuler librement à travers le territoire national ; art. 71 : droit de réunion publique...). Mais c'est nous, les indigènes et les missionnaires qui subissons les conséquences de ces suppressions. Les propriétaires terriens et les pétroliers circulent librement, on ne leur confisque jamais rien, on n'envahit pas leurs maisons de force, comme certains fonctionnaires se le permet-

tent avec nous, eux on ne les arrête pas.

3. Exploitation minière

Nous demandons instamment que l'État annule les concessions attribuées aux compagnies nationales et internationales pour l'exploitation du charbon et du pétrole sur notre territoire; nous en appelons à l'aide de tous dans cette résistance.

4. La santé dans la zone frontière

Nous demandons que l'État respecte l'art. 76 de la Constitution nationale : "tous les citoyens ont droit à la protection de leur santé." C'est pourquoi il faut doter de médicaments et de matériel les dispensaires de la Sierra de Perijá, il faut fournir tout l'appui économique et moral à la doctoresse Monzon pour qu'elle continue à veiller sur notre santé à travers le programme yukpa et barí. Nous avons besoin de soins rapides et humains dans les hôpitaux car la plupart du temps on nous fait attendre très longtemps pour, ensuite, ne pas nous soigner.

5. L'éducation dans la zone frontière

Pour obéir à l'art. 78 de la Constitution nationale, "tout le monde a droit à l'éducation", il faut construire des écoles et les doter de tout le nécessaire pour développer une éducation appropriée dans la Sierra de Perijá.

6. L'habitat

Construire des habitations dans les communautés de la Sierra de Perijá.

7. Paiement des bonifications aux paysans

Que va-t-on faire pour les paysans installés sur notre territoire, qui sont disposés à partir et qui attendent juste le paiement des bonifications qu'on leur a annoncées ? Le problème a souvent été soumis au gouverneur Arias Cárdenas et aux autorités de l'IAN. On nous répond que l'ordre d'expulsion est prêt mais l'argent n'arrive jamais.

8. Surveillance de la frontière

Nous demandons aux forces armées

qu'elles surveillent périodiquement les frontières vénézuéliennes, qu'elles ne les laissent pas totalement abandonnées.

9. Transport fluvial

Nous demandons aux organismes nationaux de collaborer afin que nos transports fluviaux soient équipés comme il convient en moteurs hors-bord, de nous laisser circuler librement sur le fleuve, et de ne pas nous poser tant de problèmes avec le combustible qu'il nous faut pour rejoindre notre communauté et faire notre travail à Bogshi."



Après la réunion, je suis resté à parler un bon moment avec le groupe d'indigènes barí. En toute confiance, ils me firent pénétrer dans leur longue souffrance de harcèlements et d'incompréhension, dans la lutte qu'ils continuent à mener pour défendre leurs terres contre les compagnies minières et forestières qui cherchent à s'en emparer. Il me sembla que, du plus profond de leur douleur et de leur ferme décision de défendre leur bien au prix de leur propre sang, s'élevait un cri ancestral et tellurique venu de l'histoire et de la vie même :

"Nous sommes les fils de la terre. Nous sommes des Barí, on nous connaît sous le nom de Motilones. Nous sommes les fils de la terre. Elle est notre mère. Sans elle nous ne sommes rien. La terre nous nourrit et c'est sur elle que nous construisons nos maisons. La terre est l'âme de ceux qui vivent dans la Sierra de Perijá.

Pour nous, la terre n'est pas seulement la surface ou la plate-forme où nous vivons, elle est notre vie. Oui, c'est ce qu'elle est et c'est ce qu'elle donne : la

vie. Sabaseba l'a faite pour qu'elle soit une mère généreuse dont le ventre produit les arbres, les fleuves, les animaux et les Barí eux-mêmes. C'est pourquoi il est normal que nous les Barí nous nous considérions comme les enfants de la terre (nous sommes nés des entrailles de l'ananas que Sabaseba a ouvert) et quand nous mourons, on nous enveloppe dans notre hamac ou on nous rend au ventre de cette terre qui est la nôtre. Notre au-delà, notre ciel, est une autre vie où nous chassons, nous pêchons et nous mangeons les produits d'une terre d'abondance et de générosité.

Aussi, comment ne pas l'aimer si elle nous a vus naître depuis des temps immémoriaux ? Comment ne pas répondre à ceux qui nous disent que nous ne savons pas travailler la terre, juste pour qu'on la leur donne, qu'ils

s'en emparent et clôturent ce qui nous a appartenu depuis si longtemps ? Comment ne pas souffrir quand on transforme notre faune, notre flore et notre environnement à cause des mines de charbon et des puits de pétrole ou d'autres minerais qui vont nous appauvrir irrémédiablement en nous privant de nos terres ? Pense-t-on par hasard que nous n'avons pas vu ce qui est arrivé à nos frères de Campo Rosario, à qui l'exploitation du pétrole a amené pénuries, misère et perte d'identité ?

Ce sont ces questions que nous ne cessons de nous poser et qui créent dans nos communautés le désespoir et la désillusion face à ceux qui viennent d'un monde civilisé et qui convoitent nos terres.

Notre histoire est une succession de dépouillements de territoire par le feu

et par le sang et aujourd'hui il ne nous reste que quelques hectares, à peine de quoi satisfaire nos besoins en chasse et en pêche. Va-t-il falloir aussi y renoncer ?

Cela explique que nous luttons pour notre terre d'une manière difficilement compréhensible par ceux qui n'y sont pas vitalement liés, ceux qui possèdent une terre pour voir son prix augmenter, la revendre, la négocier ou encore l'exploiter jusqu'à ce qu'elle n'en puisse plus. Nous, nous sommes notre terre, c'est pourquoi nous comprenons difficilement que d'autres prétendent nous la prendre ou nous en retirer une partie."

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Vous pouvez dès maintenant passer votre commande pour l'agenda latino-américain 1999

*Des textes, des réflexions, des informations, des statistiques
et des dates importantes pour l'Amérique latine et la solidarité*

*L'agenda latino-américain est une tentative de mondialisation
de la solidarité*



Format 21x17,5, couverture couleur

Un exemplaire : 80 FF + frais de port

Frais de port : 1 exemplaire : 16 FF

2 ou 3 exemplaires : 21 FF

4 ou 5 exemplaires : 28 FF

*Dial est l'unique distributeur
de l'agenda latino-américain en France*

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

**Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18**